

FEUILLE DE PAIE.

NOM: MAHAUDIN Charles.

Grade: A. P. A. Cons. Tech. Grand-Chef KADOUNGO-NIMBO. (réquisitionné)

Date de nomination: -

GENRE	Période	Montant	Observation
Prime de danger	Sept 61: 12 j	:	:
	Nov 61: 12 j	:	:
	Déc 61: 30 j	:	:
	66 j	:	:
A toucher en main.	56 j x 500 fr =	28.000, -	:

Certifié sincère et véritable à la somme de DEUX VINGT HUIT MILLS FR.

A Kouma, le 11 Janvier 1962

Le Lieutenant-Colonel.

LAMOUINE R.-

KATANGA.
KATANGA/LES

ORDRE DE REQUISITION.

Je soussigné LAMOULINE R. Lieutenant-Colonel, Commandant du 32ème B.N. & KAMINA, requiert et réquisitionne par la présente, M.M. MAHAUDEN et TAMINIAU P., Conseillers Technique à KAMINA, pour tous travaux et missions de leur compétence que je désirerais leur confier.

KAMINA, le 12 Septembre 1961.
LAMOULINE R. -
Lieutenant-Colonel.
Cdt du 32 B.N.

Pour accord.

Le Grand-Chef KASONGO-NIEMBO
MINISTRE D'ETAT.

NDALE B.

G-733
16-6-62

Léopoldville, le 16 juin 1962

Notre réf : KAT/116/62

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 13 juin, No 10/214/MJ et me plait tout d'abord à constater la franchise dont vous faites preuve en communiquant ainsi avec moi.

En ce qui concerne les problèmes soulevés par vous, et pour lesquels ma réponse ne vous donne qu'une satisfaction très incomplète je voudrais vous indiquer qu'ils demeurent intrinsèquement dans le domaine de pures conjectures aussi je demeure convaincu qu'au cas où nos conversations actuelles et les actes qui doivent en découler sont menées à bonne fin, tous les incidents pourront être évités.

La seule lettre que M. Adoula a transmise aux membres africains du Comité Consultatif pour le Congo était datée du 24 avril et, à ma connaissance aucune lettre plus récente n'a été envoyée par lui à ce Comité. Mais en dépit de cette lettre et des hypothèses schafaudées par vous suivant lesquelles l'ONUC, à la requête du Gouvernement central se livrerait automatiquement à une campagne contre le Katanga, j'aimerais vous donner l'assurance formelle que les mandats de l'ONUC nous prescrivent d'assister le Congo à maintenir son intégrité territoriale et que l'ordre du jour de nos conversations actuelles couvre les caractéristiques essentielles de cette tâche. Vos souhaits de voir résolus les problèmes auxquels le Katanga et le reste de la République doivent faire face et la détermination avec laquelle vous vous attachez aux discussions actuelles m'encouragent à penser que l'ONUC trouvera en vous un allié dévoué dans l'accomplissement de sa tâche.

Monsieur Moïse TSHOMBE
Président du Katanga
LEOPOLDVILLE

.../...

M. le Président, la seule chose qui sépare actuellement l'ONUC des autorités du Katanga est la méfiance, aussi est-ce très loyalement que je viens vous tendre une main fraternelle en vous demandant de coopérer et en exprimant le ferme espoir que vous saisissez cette main afin qu'ensemble nous puissions marcher vers l'avenir .

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

R.K. Gardiner
Chargé de la Mission
des Nations Unies
au Congo

PS) Je joins à la présente, l'émission d'informations du service français de la BBC du 5 juin .

RECEIVED
G. C.

1962 JUN 15 17:54

KAT 116/62

6 16 JUN 62

CI

YC155 S NY 664/662 15 1726Z ;

ETAT PRIORITE

QNUC

LEO ;

4309 GARDINER FURTHER TO OUR 4296, FOLLOWING RECEIVED FROM
LINDSTROM, LONDON: QUOTE UNLON 380. AS REQUESTED BY HAYWARD
FOLLOWING IS TEXT OF BROADCAST WRITTEN BY COLIN LEGUM ENTITLED
CONGO ROUNDUP IN BBB BBB CCC AFRICA FRENCH LANGUAGE SERVICE
TRANSMITTED FROM LONDON AT NOON GMT 5 ;

P2 ;

JUNE. TEXT SUPPLIES TO US QUOTE FOR INFORMATION ONLY NOT
FOR PUBLICATION UNQUOTE. BEGINS QUOTE EN PREMIER LIEU,
A LEOPOLDVILLE, LES CONVERSATIONS ENTRE LE PRESIDENT ADOULA
ET M. TSHOMBE COMMENCENT A DONNER LENTEMENT DES RESULTATS
ENCOURAGEANTS. M. TSHOMBE A DESORMAIS ACCEPTE OFFICIELLEMENT
LES CONSEQUENCES DUNE FIN DE ;

P3 ;

LA SECESSION KATANGAISE. IL A ACCEPTE LA FORMATION DE PLUSIEURS
GROUPES DETUDE QUI SONT CHARGES DE RENDRE COMPTE SUR LES
MESURES PRATIQUES QUI IL CONVIENT DE PRENDRE POUR MENER A BIEN
LA REINTEGRATION DU KATANGA QUI, DEPUIS PRES DE DEUX ANS,
SEST EFFORCE DE SE MAINTENIR HORS DU CONGO ;

P4/52/50 ;

PAR LA REBELLION. // LA PRINCIPALE CONCESSION DE M. TSHOMBE
A ETE D'ACCEPTE L'UNIFICATION DES FORCES ARMEES CONGOLAISES
SOUS UN COMMANDEMENT UNIQUE. POUR COMMENCER, M. TSHOMBE
A CONSENTI A CE QUE LA GENDARMERIE KATANGAISE, QUI EST UN CORPS
SEMI-AUTONOME, SOIT INTEGREE DANS L'ARMEE NATIONALE CONGOLAISE.

TOUTÉFOIS, :

P5 ;

IL N'A PAS ENCORE ACCEPTE QUE CE PROCESSUS SOIT APPLIQUE A L'ARMÉE KATANGAISE PROPREMENT DITE SEMICOLON IL S'AGIT LA DUNE MESURE QUI EST PRÉVUE PAR LES ACCORDS LORS D'UN STADE ULTÉRIEUR. IL S'AGIT ÉVIDEMMENT DE SAVOIR SI CES ACCORDS SERONT MIS EN VIGUEUR. // DÉJÀ LES MINISTRES ;

P6 ;

KATANGAIS DU GOUVERNEMENT TSHOMBE ONT CRITIQUÉ PUBLIQUEMENT LA POLITIQUE DE LEUR CHEF. IL EST TRAGIQUE QU'AU MOMENT OÙ M. TSHOMBE SEFFORCE SINCÈREMENT D'ABOUTIR À UN ACCORD AVEC LE GOUVERNEMENT CENTRAL, IL NE DISPOSE PLUS D'UNE AUTORITÉ ABSOLUE SUR SON GOUVERNEMENT. SI CET ACCORD DEVAIT À NOUVEAU ÊTRE ;

P7 ;

DÉNONCE, IL S'ENSUIVRAIT DE GRAVES CONSÉQUENCES POUR M. TSHOMBE LUI-MÊME ET POUR LE PAYS TOUT ENTIER. // POUR D'AUTRES NÉGOCIATIONS ONT LIEU À BRUXELLES, OÙ MONSIEUR STURE LINNER, PRINCIPAL REPRÉSENTANT DES NATIONS UNIES, SEFFORCE DE PARVENIR À UN ACCORD AVEC LE GOUVERNEMENT BELGE ET AVEC LES INTÉRÊTS ;

P8 ;

MINIERS BELGES AU KATANGA. L'ONU DESIRE QUE LES SOCIÉTÉS MINIÈRES BELGES CESSENT DE PAYER DES DROITS ET DES ROYALTIES AUX AUTORITÉS KATANGAISES, LESDITS PAIEMENTS ÉTANT DÉSORMAIS EFFECTUÉS AU GOUVERNEMENT CENTRAL. LE GOUVERNEMENT BELGE A ACCEPTÉ CETTE PROPOSITION, DU MOINS EN PRINCIPE, MAIS LA PUISSANTE UNION ;

P9 ;

MINIÈRE SEST REFUSÉE JUSQU'À PRÉSENT À CONSENTIR À UN TEL ARRANGEMENT PAR CRAINTE DE RÉPESAILLES. L'ONU ESTIME QUE POUR VENIR À BOUT DE LA RÉSISTANCE DES DIRIGEANTS KATANGAIS LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE, IL FAUT LEUR COUPER LES VIVRES, AUTREMENT

DIT, LES REDUIRE A LIMPUISSANCE. TANT ;

P10 ;

QUE L'UNION MINIERE SE REFUSE A ACCEDER A LA REQUETE DES
NATIONS UNIES, LES NEGOCIATIONS RISQUENT DE SE PROLONGER
INDEFINIMENT AVEC LA POSSIBILITE D'ASSISTER A DE NOUVEAUX
DESORDRES. // PARA CETTE CONSIDERATION NOUS AMENE A UN TROISIEME
FOYER DE NEGOCIATIONS: LE SIEGE DES NATIONS UNIES A NEW YORK ;

P11 ;

OU LE SECRETAIRE GENERAL PAR INTERIM EST EN ETROIT CONTACT
AVEC LE COMITE CONSULTATIF SUR LE CONGO, QUI COMPREND DES
REPRESENTANTS DE LA MAJORITE DES ETATS AFRICAINS. CE GROUPE A
DEJA RECU UNE REQUETE DE M. ADOULA DEMANDANT QUE LES FORCES
DE LONU SOIENT PRETES A INTERVENIR AU ;

P12 ;

KATANGA AU PAS OU CES ENTRETIENS AVEC M. TSHOMBE NABOUTIRAIENT
PAS A DES RESULTATS POSITIFS. ON SAIT QUE LE COMITE CONSULTATIF
DE LONU NEST PAS FAVORABLE A UNE NOUVELLE INTERVENTION MILITAIRE
DANS LA MESURE OU IL EST POSSIBLE DE LEVITER. POUR LES
NATIONS UNIES, LES DEUX CONSIDERATIONS PRIORITAIRES, ;

P13 ;

LORS DES NEGOCIATIONS ACTUELLES, SONT LES SUIVANTES:
PREMIEREMENT, PARVENIR A L'UNIFICATION DES FORCES ARMÉES DU
CONGO, ET DEUXIEMEMENT OBTENIR DES SOCIÉTÉS MINIÈRES QUELLES
VERSENT AU GOUVERNEMENT LEGAL LES SOMMES PAYÉES ACTUELLEMENT
AU KATANGA. C'EST LA UNE POLITIQUE SUFFISAMMENT CLAIRE.
RESTE A SAVOIR SI LES ;

P14/12 ;

ACCORDS QUI SONT SUR LE POINT D'ABOUTIR SERONT RESPECTES
UNQUOTE END ;

BUNCHE "

COL 4309 4296 380 5 7

2000 2000 2000 2

Notre réf : KAT/115/62

Léopoldville, le 16 juin 1962

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint copie d'un câble que je reçois d'Elisabethville concernant un article publié dans l'Essor du Katanga du 15 juin.

Je ne permets de vous marquer mon étonnement sur la déclaration faite par le Général Moke, étant donné que j'ai pu vérifier avec Elisabethville que tous les faits signalés par le Général, à l'exception de l'incident concernant le Sargent tunisien sont inexacts.

J'espère que vous voudrez bien donner les instructions nécessaires pour que de telles déclarations qui risquent de troubler l'atmosphère actuelle ne soient plus faites par des responsables civils ou militaires relevant de votre autorité.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Président, pour vous assurer de l'expression de sa haute considération.

R.K. GARDINER
Chargé de la Mission
des Nations Unies
au Congo

Monsieur Moïse TSHOMBE
Président du Katanga
LEOP. LOVILLE

Léopoldville, le 16 juin 1962

Notre réf : KAT/113/62

Monsieur le Président,

En réponse à la lettre No 10/215/MJ du 13 juin 1962 que vous avez bien voulu adresser au Secrétaire général des Nations Unies, celui-ci me charge de vous en remercier et de vous indiquer qu'il appuie sans réserve les déclarations tant verbales qu'écrites que je vous ai personnellement faites concernant la conférence de presse qu'il a récemment tenue à New York.

Le Secrétaire général voudrait également que je souligne le fait que le personnel de l'ONUC a des instructions très strictes tendant à éviter des situations qui pourraient entraîner des mesures de légitime défense en toute sorte de bours.

En effet, ainsi que vous-même nous avons tous à cœur d'empêcher la répétition des incidents tragiques du passé car nous n'oublions pas que nous avons été invitées par le Congo à assister ses populations et à sauver des vies humaines. Aussi l'Organisation compte-t-elle, sur vous et sur tous les dirigeants congolais pour sauver le Congo et éviter aux populations des souffrances inutiles.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

B.K. Gardiner
Chargé de la Mission
des Nations Unies
au Congo

Monsieur Moïse Tshombé
Président du KATANGA
LEOPOLDVILLE

10/226/VDK.

EV-754
16.6.62.

Message via ONUC pour Ministre KIMBA.

Ci-dessous je vous transmets texte du mandat de la Commission pour les Transports et Communications. :

Article 1er : Une commission des transports et communications est créée, conformément au communiqué commun final.

Article 2 : Les deux délégations ont admis le principe de la libre circulation des personnes et des biens par tous les moyens de transports et communications entre le Katanga et le reste du Territoire de la République.

Elles donnent mandat à la commission de proposer aux autorités du Gouvernement Central et du Katanga les mesures techniques nécessaires au rétablissement des réseaux de toutes les voies de communications entre le Katanga et le reste du Territoire de la République.

Article 3.- : La commission sera en outre chargée de signaler aux autorités des Gouvernements Central et du Katanga la non exécution des dispositions relatives à l'abolition de toutes les restrictions ou mesures actuellement en vigueur, constituant des obstacles à la libre circulation des personnes et des biens, entre le Katanga et le reste du territoire de la République.

Article 4 : La commission comprendra 2 représentants du Gouvernement Central, 2 représentants du Katanga et 2 représentants de l'ONUC.

Le Président sera désigné de commun accord par les membres de la Commission.

PRESIKAT.



Léopoldville, le 15 juin 1962

Copie

Monsieur le Président,

Faisant suite à ma lettre de ce matin No KAT/112/62, j'ai l'honneur de vous informer que selon les indications qui me sont données par Elisabethville, M. Cornaz arrivera demain à Léopoldville par avion de l'ONU .

En ce qui concerne M. Van Roey, il se trouve, paraît-il, à Bruxelles et un télégramme lui a été adressé lui demandant de rejoindre d'urgence Léopoldville .

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, L'assurance de ma haute considération .

R.K. GARDINER
Chargé de la Mission
des Nations Unies
au Congo

Monsieur Moïse TSHOMBE
Président du Katanga
LEOPOLDVILLE

MESSAGE URGENT.

DE YAV

EV-755
16-6-62

A Monsieur KAMBASHI, Chef de Cabinet Adjoint
Présikat à Elisabethville.

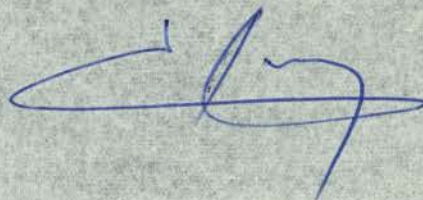
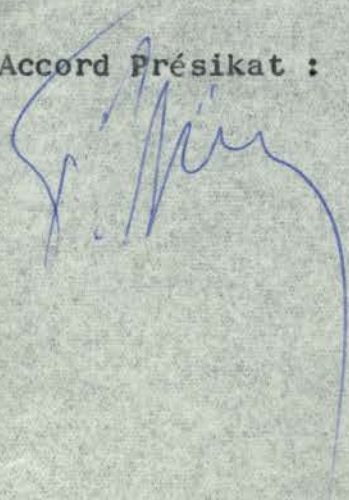
Vous demande de faire inscrire d'urgence
l'enfant ILUNGA YAV Dieudonné à l'Institut International
Section Gardienne.

Les renseignements voulus vous seront donnés
par ma femme.

Voir Communiqué dans l'Essor du mercredi 13
juin 1962.

YAV Isaac

Accord Présikat :



Léopoldville , le 15 juin 1962

Notre réf : KAT/112/62

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de vos lettres
Nos 10/218/62 et 10/219/62 du 14 juin 1962 .

En ce qui concerne la nouvelle selon laquelle M. Nondaka,
Administrateur général de la Sûreté de la République du Congo serait
parti pour Elisabethville sous la protection de l'ONU, je puis la
démentir formellement, étant donné qu'elle est absolument inexacte.

En ce qui concerne les experts en matière monétaire,
MM Cornaz et Van Rooy que vous désirez voir participer aux travaux
de votre Délégation, j'ai immédiatement donné les instructions utiles
à Elisabethville afin qu'ils puissent prendre le premier avion en
partance pour Léopoldville. J'ai également fait le nécessaire pour
assurer leur logement ici, dans les mêmes conditions que celles dont
bénéficient les autres membres de votre Délégation.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance
de ma haute considération.

R.K.GARDINER
Chargé de la Mission
des Nations Unies
au Congo

Monsieur Moïse TSHOMBE
Président du Katanga
LEOPOLDVILLE

ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président

Léopoldville, le

Elisabethville, le 14 juin 1962.

~~XXXXXXXX~~
B. P. 748

ANNEXE : 1.

N° 10/219/MJ.

A Monsieur RK. GARDINER
Chargé de la Mission des
Nations-Unies
à Léopoldville.

Monsieur le Chargé de Mission,

Suite à l'accord intervenu entre
les deux délégations, j'ai l'honneur de vous donner les
noms des experts en matières monétaires, qui doivent nous
réjoindre d'urgence :

MM. CORNAZ d'Elisabethville
VAN ROEY d'Elisabethville.

Veuillez agréer, Monsieur le
Chargé de Mission, l'assurance de ma haute considération.

LE PRESIDENT DU KATANGA,



Léopoldville,

XXXXXXXX

14 juin 1962.

N° 10/220/MJ.

MESSAGE URGENT

De PRESIDENT TSHOMBE

A MINISTRE KIMBA

Suite à l'accord conclu entre le Gouvernement Central et celui du Katanga, j'aimerais voir d'urgence arriver à Léopoldville MM. COMNAZ des Finances et VAN ROEY de la B.N.K., aux fins de nous éclairer en matières monétaires.

LE PRESIDENT DU KATANGA,

ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président

Léopoldville,

Elisabethville, le 14 juin 1962.

B. P. 748

N° 10/218/MJ.

A Monsieur RK. GARDINER
Chargé de la Mission
des Nations-Unies
à Léopoldville.


Monsieur le Chargé de Mission,

De sources dignes de foi, je viens d'apprendre que M. NENDAKA, Administrateur Général de la Sûreté de la République du Congo serait parti pour Elisabethville sous la protection de l'ONU, dans le but d'y mener une campagne subversive.

Je saurai gré à Monsieur le Chargé de Mission de vouloir bien m'éclairer à ce sujet, car de telles manoeuvres risquent de compromettre le climat de paix qui a toujours régné au Katanga.

Je profite cette occasion pour vous renouveler l'assurance de ma haute considération.

LE PRESIDENT DU KATANGA,



ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président

Léopoldville,

~~Elisabethville~~, le 14 juin 1962.

B. P. 748

Madame NYEMBO
Institut Sainte Elisabeth
206, Avenue de Fré
BRUXELLES.

TELEGRAMME DE LUXE.

Suis heureux apprendre naissance une Katangaise
vous prie d'accepter mes félicitations et souhaite bonne
santé à la petite YVETTE ainsi qu'à ses frères.

Moïse TSHOMBE
Président du Katanga

Tshombe

INDICATE
PRIORITY

S V C Service	FFFFF Routine	SSSSS Priority	PRIORITE NATIONS
------------------	------------------	-------------------	---------------------

Priorité Nations traffic
is strictly limited.

N R

CLEAR CABLE

Address(es)

MADAME NYEMBO
Institut Sainte Elisabeth
2 06 , Avenue de Fré - BRUXELLES .

(TEXT & SIGNATURE)

insert prefix & / or number as required

USE DOUBLE SPACING.

SUIS HEUREUX APPRENDRE NAISSANCE UNE KATANGAISE VOUS PRIE D'ACCEPTER
MES FELICITATIONS ET SOUHAITE BONNE SANTE A LA PETITE YVETTE AINSI QU'A SES
FRERES . MOISE TSHOMBE, PRESIDENT DU KATANGA.

T. O. R.

BY :

T. O. D.

Drafted by : Mr. Tshombé

Authorized :

Date : Mr. Gardiner
14 Juin 1962

ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président

~~Elisabethville, Lx~~

B. P. 748

Blonde

Shirley for Sadou

TELEGRAMME.-

*EV-748
to E/ville*

ORIGINE : MELI Justin
C/O ONUC-LEO.-

DESTINATAIRE : KIBELUSHI Alphonse
EDUCATION NATIONALE
ELISABETHVILLE.-

MERDREDI 13 JUIN 1962 STOP PRIERE ME FAIRE SAVOIR
SI DEUX TAPIS ET COLIS POUR MA FEMME ETRE ARRIVES
STOP VOUS PRIE AVANCER A MA FEMME DEUX MILLE CINQ
CENTS FRANCS STOP VOUS PRIE FAIRE MIEUX ENCORE
DANS LE CAS OU CHEQUE NE LUI PARVIENDRAIT PAS A
LA FIN DE CE MOIS STOP COMPTE ENTIEREMENT SUR VOUS
ET ATTENDS REPONSE TELEGRAPHIQUE URGENTE VIA ONUC
FULLSTOP

MELI Justin

[Signature]

INDICATE
PRIORITY

S V C Service	FFFFF Routine	X	SSSSS Priority	PRIORITE NATIONS
------------------	------------------	---	-------------------	---------------------

Priorité Nations traffic
is strictly limited.

OUTGOING CLEAR CABLE

N R

Address(es)

ONUC ELISABETHVILLE

(TEXT & SIGNATURE)

insert prefix & / or number as required

USE DOUBLE SPACING.

EV- 748 CHALEB FROM GARDINER . PLEASE TRANSMIT FOLLOWING CABLE FROM MELI
TO KIBELUSHI ALPHONSE , EDUCATION NATIONALE, ELISABETHVILLE : QUOTE .MERCHEDI
13 JUIN 1962 STOP PRIERE ME FAIRE SAVOIR SI DEUX TAPIS ET COLIS POUR MA FEMME
ETRE ARRIVES STOP VOUS PRIE AVANCER A MA FEMME DEUX MILLE CINQ CENTS FRANCS STOP
VOUS PRIE FAIRE MIEUX ENCORE DANS LE CAS OU CHEQUE NE LUI PARVIENDRAIT PAS A LA
FIN DE CE MOIS STOP COMPTE ENTIEREMENT SUR VOUS ET ATTENDS REPONSE TELEGRAPHIQUE
URGENTE VIA ONUC FULLSTOP MELI JUSTIN. UNQUOTE.

2500 x 200 — Imp. Plateau 11267

T. O. R.

BY :

T. O. D.

Drafted by : M. Meli Justin
Authorized : Mr. Gardiner
Date : 14 juin 1962

ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président

Rhule
Léopoldville,

~~Elisabethville~~ le 14 juin 1962.

B. P. 748

N° 10/220/MJ.

EV-750


MESSAGE URGENT

De PRESIDENT TSHOMBE

A MINISTRE KIMBA

Suite à l'accord conclu entre le Gouvernement Central et celui du Katanga, j'aimerais voir d'urgence arriver à Léopoldville MM. CORNAZ des Finances et VAN ROEY de la B.N.K., aux fins de nous éclairer en matières monétaires.

LE PRESIDENT DU KATANGA,



UNITED NATIONS — NATIONS UNIES

INDICATE
PRIORITY

SVC Service	FFFFF Routine	SSSSS Priority	XX PRIORITE NATIONS
----------------	------------------	-------------------	---------------------------

Priorité Nations traffic
is strictly limited.

NR

OUTGOING CLEAR CABLE

Address(es)

ONUC

ELISABETHVILLE

(TEXT & SIGNATURE)

insert prefix & / or number as required

USE DOUBLE SPACING.

EV-

750

TO KIMBA

GHALEB FROM GARDINER PLEASE TRANSMIT FOLLOWING/FROM TSHOMBE :

QUOTE SUITE A L'ACCORD CONCLU ENTRE LE GOUVERNEMENT CENTRAL

ET CELUI DU KATANGA, J'AIMERAI VOIR D'URGENCE ARRIVER A

LEOPOLDVILLE MM. CORNAZ DES FINANCES ET VAN ROEY DE LA B.N.K.,

AUX FINS DE NOUS ECLAIRER EN MATIERES MONETAIRES. UNQUOTE

RKG/ln

C. 81471

T.O.R.

T.O.D.

BY:

Drafted by :

Authorized :

Date :

R/K Gardiner
14 June 1962

ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président

Léopoldville

Elisabethville, le 14 juin 1962.

B. P. 748

N° 10/213/MJ.

A Monsieur RK. GARDINER
Chargé de la Mission
des Nations-Unies
à Léopoldville.

Monsieur le Chargé de Mission,

J'ai l'honneur de vous faire part de mon mécontentement sur la façon de travailler des Agents de la Sécurité qui assurent le transport des membres de ma délégation.

Deux voitures ont été mises à la disposition de ma délégation pour les déplacements au moment des réunions ou avant et après les heures des réunions.

Les membres de ma délégation qui assistent aux entretiens ne disposent que de très peu de temps (soit de 8 h.30 à 9 h.30 et 14 h.30 à 15 h.30) pour faire leurs courses en ville et ne parviennent que très difficilement à obtenir un véhicule; même au moment où un véhicule est disponible, la Sécurité doit attendre qu'un chauffeur Congolais se présente pour conduire les intéressés dans une jeep.

Je ne peux que très difficilement m'expliquer cette façon d'agir et j'espère que M. le Chargé de Mission voudra bien faire tout ce qui est en son pouvoir pour mettre fin à cet état de choses.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé de Mission, l'assurance de ma haute considération.

LE PRESIDENT DU KATANGA,

His E

Son Excellence

Monsieur M. Tshombe

le Président M. Tshombe



116
ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président

Léopoldville,

~~Elisabethville~~, le 13 juin 1962.

B. P. 748

N° 10/214/MJ.

G-733
16-6-62

A Monsieur RK. GARDINER
Chargé de la Mission
des Nations-Unies
à Léopoldville.

Monsieur le Chargé de Mission,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 13 juin Kat/110/62.

J'ai lu avec la plus grande attention les réponses que vous faites à divers points de préoccupations que je vous avais soumis par ma lettre du 11 juin.

J'apprécie hautement le soin que vous avez mis à examiner ces problèmes et votre effort pour y apporter des réponses apaisantes.

Mais la confiance et l'amitié que vous voulez bien me témoigner vous permettront certainement de comprendre que j'éprouve une satisfaction très incomplète à la lecture de votre lettre.

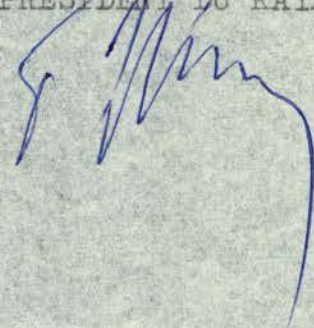
En second lieu, je constate que vos réponses continuent à laisser peser, certes d'une manière très discrète, une double menace sur les entretiens en cours. Au sujet du paiement des droits par les entreprises industrielles du Katanga, vous laissez planer la menace d'une intervention étrangère au cas de désaccord. De même au sujet de la requête que non point selon moi, mais selon la B.B.C., M. Adoula aurait adressée aux Etats africains, membres du Comité consultatif pour le Congo, vous laissez planer la menace d'un recours à la force, certes "comme dernière mesure que l'ONUC voudrait envisager", au cas où un accord entre M. Adoula et moi ne permettrait pas le succès de vos efforts pour prouver que le recours à la force est déraisonnable et inutile.

./..

Vous comprendrez, Monsieur le Chargé de Mission, que je ne puis accepter de voir planer ces menaces sur la liberté de discussion. Vous savez que je suis animé de la volonté profonde de trouver une formule d'accord avec le Gouvernement Central, dans l'intérêt du Congo, mais j'entends la trouver dans la pleine liberté de discussion, dans le respect des intérêts et des droits du Katanga aussi bien que de l'indépendance congolaise.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé de Mission, l'assurance de ma haute considération.

LE PRESIDENT DU KATANGA,

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'F. M...', is written over the typed name 'LE PRESIDENT DU KATANGA'.

ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président

Léopoldville,

Elisabethville, le

B. P. 748

13 juin 1962.

N° 10/215/MJ.

A Monsieur U THANT
Secrétaire Général de l'Organisation
des Nations-Unies
à NEW-YORK.

s/c. de Monsieur Robert K.H. GARDINER
Chef de la Mission des Nations-Unies
à LEOPOLDVILLE.

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai lu dans plusieurs journaux le
texte de votre conférence de presse du mardi 5 juin, à
New-York.

Si ces divers journaux, avec leurs
relations souvent différentes des faits et des déclarations,
m'ont correctement informé, il y a quelques points dans votre
conférence de presse sur lesquels je veux vous écrire, en
toute confiance, à l'intervention de M. Gardiner.

Tout d'abord, je me réjouis que, dans
votre déclaration sur la situation au Congo, vous ayez sou-
ligné, au moins implicitement, la volonté du Katanga de
trouver, malgré tout, une solution pacifique à la crise con-
golaise. Je tiens à vous confirmer notre volonté inébranla-
ble de trouver une telle solution au terme de nos entretiens,
dans l'intérêt de l'Afrique bantoue, comme pour la paix
internationale.

Enfin, j'ai su que dans les questions
qui vous ont été posées par des journalistes, notamment par
quelqu'un dont la réputation antikatangaise n'est plus à
faire, vous avez accepté en somme de faire état d'informa-
tions "non confirmées", selon lesquelles des mercenaires
retourneraient au Katanga en grand nombre. Je comprends assez
les difficultés extrêmes d'une conférence de presse dans la
complexité des idéologies et des intérêts internationaux.
Mais je me réjouis que vous ayez bien voulu dire, dans le
respect des droits de la vérité, que vos informations sur ce
point ne sont pas confirmées.


./..

J'ai foi, Monsieur le Secrétaire Général, dans les destinées de l'organisation internationale des peuples. J'ai foi aussi dans les destinées de mon pays, le Katanga, comme vous-même dans les destinées du vôtre. Mais j'ai foi tout autant dans la possibilité d'une entente pacifique entre nous et le Gouvernement Central sur une base de type fédéral très souple ou de type confédéral, appropriée aux réalités africaines dans le respect des traditions de nos ancêtres, à l'abri des conflits internationaux d'intérêts et d'idéologies.

Je crois que dans l'exercice de votre haute magistrature internationale il vous plaira de ne pas être indifférent aux considérations que j'ai tenu à vous soumettre, à la suite de votre conférence de presse du 5 juin, et je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de mes sentiments de très haute considération.

Moïse TSHOMBE

PRESIDENT DU KATANGA



Notre réf: KAT/111/62

Le 15 juin 1962

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre No. 10/212/MJ en date du 14 juin, concernant trois appareils Canberra qui auraient survolé la ville et la plaine de Kolwezi l'après-midi du 13 juin.

Je tiens à vous informer que nos avions de chasse, y compris les Canberras, effectuent périodiquement des vols de routine sur le territoire du Katanga comme sur le reste du Congo. Cependant, nos pilotes ont l'ordre de ne pas voler à moins de 3.000 pieds d'altitude; s'ils l'ont fait dans la région de Kolwezi, c'est par erreur ou pour éviter le danger dû à des conditions atmosphériques défavorables. Nous sommes en train de procéder à une enquête et nous pourrions vous communiquer à bref délai les raisons de cet incident. Entretemps, nous avons réitéré nos instructions à tous nos équipages.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

Robert K. Gardiner
Chargé de la Mission
des Nations Unies au Congo

Son Excellence M. Moïse Tshombe
Président de la Province du Katanga
LEOPOLDVILLE

cc: Air Commander

ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président

Léopoldville

Elisabethville, le 14 juin 1962;
B. P. 748

N° 10/212 MJ.

*Draft of letter
Explanatory
+ order to
Ref. 14/8*

A Monsieur RK. GARDINER
Chargé de la Mission des Nations
Unies
à LEOPOLDVILLE;

Monsieur le Chargé de Mission,

Monsieur le Ministre KIMBA vient de me communiquer que trois "CAMBERRA" avaient survolé hier 13 juin après-midi la ville et la plaine de Kolwezi.

Je proteste énergiquement contre cette situation qui risque d'énervier toute la population du Katanga et entraîner ainsi des conséquences malheureuses dans nos entretiens actuels que nous voulons absolument aboutir à un résultat positif.

Je fais appel à votre bonne volonté pour que cessent de se reproduire de telles provocations.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé de Mission, l'assurance de ma haute considération.

LE PRESIDENT DU KATANGA,



T. Shamba

Notre réf. KAT/110/62

Léopoldville, le 13 juin 1962

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous remercier réception de votre lettre du 11 juin 1962 No 10/199/MJ par laquelle vous avez bien voulu soulever divers points qui vous préoccupaient et je vais m'efforcer d'y répondre:

1) En ce qui concerne l'annonce faite au cours du bulletin d'information de la BBC, elle a sans doute été fondée sur la publication du mandat de la Commission Militaire. Les nouvelles dispositions prises, selon lesquelles le texte des mandats des commissions ne sera pas publié empêcheront que des annonces aussi embarrassantes que celle à laquelle vous faites allusion ne soient plus faites à l'avenir.

2) Le Secrétaire général des Nations Unies est pleinement informé des décisions adoptées au cours des présents pourparlers. Aussi j'estime que sa mention du mandat de la Commission Militaire tendait aussi bien à encourager les dirigeants congolais attachés à cette tâche si importante, que les nombreux amis que compte le Congo et qui suivent le déroulement de la discussion actuelle avec le plus vif intérêt.

3) Nous avons discuté cette question des mercenaires à plusieurs reprises et vous avez bien voulu me donner l'assurance qu'en cas où les Nations Unies vous communiqueraient des détails sur les endroits où la présence de mercenaires a été constatée, votre coopération avec les Nations Unies nous serait acquise afin de nous débarrasser de ces individus. J'ai communiqué au Secrétaire général les assurances que vous avez bien voulu me donner à ce sujet. Cette question des mercenaires demeure très complexe et embarrassante. Des renseignements nous parviennent de diverses sources et parfois, comme dans le cas de M. FAVRE nous nous trouvons en présence d'individus qui prétendent être au service du Gouvernement katangais à titre de mercenaires. Je suis convaincu qu'en étroite coopération il nous sera possible non seulement de résoudre ce problème mais également de mettre fin à de telles rumeurs et à des spéculations erronées.

.../...

Monsieur le Président Moïse TSHOMBE,
Léopoldville

4) Je n'ai pas reçu d'informations concernant la déclaration que vous prêtez à M. Sture Linnér mais je suis certain qu'il n'est pas dans l'intention des Nations Unies de troubler de quelque manière que ce soit les activités des entreprises industrielles au Katanga. En ce qui concerne la question de droits, nous espérons procéder à son examen au cours des discussions qui auront lieu sur le mandat de la Commission Economique. Je suis persuadé que si nous mettons sur pied une formule acceptable tant pour Léopoldville que pour Elisabethville, il n'y aura aucun besoin de recourir à une intervention étrangère dans ce domaine.

5) J'adresse aujourd'hui une demande à New York pour que le siège de l'ONU ne fasse parvenir le texte de la requête que selon vous, M. Adoula aurait adressée aux Etats africains membres du Comité Consultatif pour le Congo. Vous voudrez bien vous souvenir cependant que le Secrétaire général a fait remarquer qu'il y aura une certaine résistance au recours à la force comme moyen de résoudre les divergences existant entre le Congo et le Katanga. Je puis vous donner l'assurance que la dernière mesure que l'ONUC voudrait envisager consisterait à avoir recours à la force. Personnellement je consacre toute mon énergie à un seul but, à savoir prouver que le recours à la force est déraisonnable et inutile. Je compte grandement sur vous, Monsieur le Président, et sur le Premier Ministre Adoula pour que le succès vienne couronner nos efforts à cette fin.

6) L'ONUC ne prétend nullement jouir d'un statut spécial dans les entretiens Adoula-Tahombé. De même, elle ne saurait considérer qu'elle a des intérêts prioritaires dans ce domaine. Les seuls intérêts de l'ONUC au Congo sont ceux stipulés dans le mandat qui lui a été imparti par le Conseil de Sécurité et l'Assemblée générale. Vous pouvez donc avoir tous apaisements, Monsieur le Président, que la présence de l'ONUC au cours de ces entretiens dépend entièrement du désir exprimé tant par vous-même que par les représentants du Gouvernement Central d'avoir des représentants de l'ONUC présents en vue de pouvoir apporter aux deux parties toute l'assistance en leur pouvoir.

J'espère ainsi avoir répondu à toutes les questions que vous avez bien voulu soulever et je profite de cette occasion pour vous assurer, Monsieur le Président, de ma très haute considération.

R.K.A. Gardiner
Chargé de la Mission
des Nations Unies au Congo

PROJET

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 11 juin 1962 N° 10/199/MJ par laquelle vous avez bien voulu soulever divers points qui vous préoccupaient et je vais m'efforcer d'y répondre:

1) En ce qui concerne l'annonce faite au cours du bulletin d'information de la BBC, elle a sans doute été fondée sur la publication du mandat de la Commission Militaire. Les nouvelles dispositions prises, selon lesquelles le texte des mandats des commissions ne sera pas publié empêcheront que des annonces aussi embarrassantes que celle à laquelle vous faites allusion ne soient plus faites à l'avenir.

2) Le Secrétaire général des Nations Unies est pleinement informé des décisions adoptées au cours des présents pourparlers. Aussi j'estime que sa mention du mandat de la Commission Militaire tendait aussi bien à encourager les dirigeants congolais attachés à cette tâche si importante, que les nombreux amis que compte le Congo et qui suivent le déroulement de la discussion actuelle avec le plus vif intérêt.

3) Nous avons discuté cette question des mercenaires à plusieurs reprises et vous avez bien voulu me donner l'assurance qu'au cas où les Nations Unies vous communiqueraient des détails sur les endroits où la présence de mercenaires a été constatée, votre coopération avec les Nations Unies nous serait acquise afin de nous débarrasser de ces individus. J'ai communiqué au Secrétaire général les assurances que vous avez bien voulu me donner à ce sujet. Cette question des mercenaires demeure très complexe et embarrassante. Des renseignements nous parviennent de diverses sources et parfois, comme dans le cas de M. FAVRE nous nous trouvons en présence d'individus qui prétendent être au service du Gouvernement katanga à titre de mercenaires. Je suis convaincu qu'en étroite coopération il nous sera possible non seulement de résoudre ce problème mais également de mettre fin à de telles rumeurs et à des spéculations erronées.

4) Je n'ai pas reçu d'informations concernant la déclaration que vous prêtez à M. Sture Linnér mais je suis certain qu'il n'est pas dans l'intention des Nations Unies de troubler de quelque manière que ce soit les activités des entreprises industrielles au Katanga. En ce qui concerne la question de droits, nous espérons procéder à son examen au cours des discussions qui auront lieu sur le mandat de la Commission Economique. Je suis persuadé que si nous mettons sur pied une formule

acceptable tant pour Léopoldville que pour Elisabethville, il n'y aura aucun besoin de recourir à une intervention étrangère dans ce domaine.

5) J'adresse aujourd'hui une demande à New York pour que le siège de l'ONU ne fasse parvenir le texte de la requête que selon vous, M. Adoula aurait adressée aux Etats africains membres du Comité Consultatif pour le Congo. Vous voudrez bien vous souvenir cependant que le Secrétaire général a fait remarquer qu'il y aura une certaine résistance au recours à la force comme moyen de résoudre les divergences existant entre le Congo et le Katanga. Je puis vous donner l'assurance que la dernière mesure que l'ONUC voudrait envisager consisterait à avoir recours à la force. Personnellement je consacre toute mon énergie à un seul but, à savoir prouver que le recours à la force est déraisonnable et inutile. Je compte grandement sur vous, Monsieur le Président et sur le Premier Ministre Adoula pour que le succès vienne couronner mes efforts à cette fin.

6) L'ONUC ne prétend nullement jouir d'un statut spécial dans les entretiens Adoula-Tchombé. De même, elle ne saurait considérer qu'elle a des intérêts prioritaires dans ce domaine. Les seuls intérêts de l'ONUC au Congo sont ceux stipulés dans le mandat qui lui a été imparti par le Conseil de Sécurité et l'Assemblée générale. Vous pouvez donc avoir tous apaisements, Monsieur le Président, que la présence de l'ONUC au cours de ces entretiens dépend entièrement du désir exprimé tant par vous-même que par les représentants du Gouvernement Central d'avoir des représentants de l'ONUC présents en vue de pouvoir apporter aux deux parties toute l'assistance en leur pouvoir.

J'espère avoir ainsi répondu à toutes les questions que vous avez bien voulu soulever et je profite de cette occasion pour vous assurer, Monsieur le Président, de ma très haute considération.

R.K. Gardiner
Chargé de la Mission
des Nations Unies au Congo

ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président

Léopoldville

~~Elisabethville~~ le

B. P. 748

11 juin 1962.

N° 10/199/MJ.

Replied

KAT/110/62

13/6/62

A Monsieur R.K. H. GARDINER
Chargé de la Mission des Nations-
Unies

à LEOPOLDVILLE.

Monsieur le Chargé de Mission,

J'ai l'honneur de vous faire savoir
que j'ai pris connaissance d'un texte du Radio Monitoring
Service de la BBC du 5 juin 1962 n° 8603.

Je constate une nouvelle fois que
la création d'une commission militaire y est présentée comme
un accord déjà passé. Il y a là, à la suite des communiqués
antérieurement publiés, une véritable tentative d'extorsion,
devant l'opinion publique, d'un consentement qui n'est pas
encore donné, et qui ne pourra l'être qu'après qu'on aura pu
aboutir à un accord d'ensemble ainsi que vous l'avez admis
en séance du 2 juin en déclarant qu'il n'y avait, à l'heure
actuelle, aucun accord conclu et que tout était conditionné
au communiqué commun final.

Mais je suis encore plus surpris
d'apprendre que Monsieur le Secrétaire général des Nations-
Unies aurait fait le 5 juin une déclaration analogue. Mais
M. U Thant a pourtant dû être exactement informé par vous de
l'état des conversations que nous tenons.

La déclaration de M. Thant relative
au faux problème de mercenaires et le maintien de l'état de
guerre au Katanga ne permettent pas à la population du Ka-
tanga de suivre avec confiance les négociations qui se dé-
roulent actuellement.

Je ne pouvais imaginer qu'une si
haute autorité internationale veuille forcer un consentement.

Par ailleurs, M. Sture Linner
aurait déclaré à Londres que l'ONU s'efforçait de trouver
un accord avec le Gouvernement belge et les industriels
belges établis au Katanga pour que ces derniers cessent de
payer leurs droits dans le seul but de réduire les autorités
Katangaises à l'impuissance.

./..

En présence de ces faits, je vous serais très reconnaissant de me dire quelles mesures vous comptez prendre pour redresser la vérité, à laquelle le Représentant des Nations qui prête ses bons offices est, j'en suis certain, tout particulièrement attaché.

Je m'étonne aussi d'apprendre par le même bulletin de la BBC, que M. Adoula a adressé au groupe des Etats Africains du Comité Consultatif pour le Congo une requête demandant que les forces de l'ONU soient prêtes à intervenir au Katanga, au cas où les entretiens en cours n'aboutiraient pas à des résultats positifs.

Ce fait n'est guère révélateur d'une volonté profonde de trouver une solution pacifique à nos problèmes. Dois-je penser qu'une fois de plus, c'est sous la menace que nous discutons ?

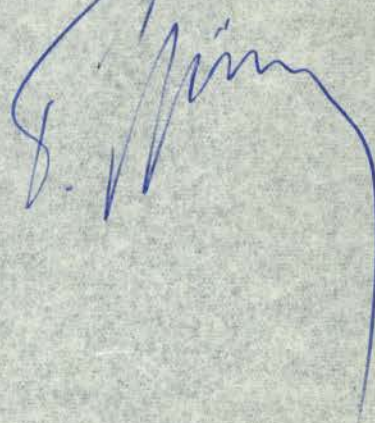
Enfin, je ne comprends pas qu'il puisse y avoir dans nos entretiens des considérations à caractère prioritaire pour les Nations-Unies. Celles-ci prêtent leurs bons offices dans la recherche d'une solution pacifique discutée entre M. Adoula et moi. Dois-je penser que les Nations-Unies, aux termes de ce communiqué, auraient leurs objectifs propres dans les affaires internes à régler entre le Gouvernement Central et le Gouvernement Katangais.

Je serais heureux d'être éclairé sur les divers points soulevés dans la présente lettre. Je sais que la BBC est un organisme étranger à vos fonctions et à vos responsabilités. Il m'apparaît clairement que ce communiqué est inexact et tendancieux en plusieurs points. Mais il ne m'est pas indifférent, et il ne peut pas non plus sans doute vous être indifférent, de constater que ce communiqué révèle et répand une interprétation fautive et gravement préjudiciable de ce qui se passe ici sous le couvert de votre autorité et de ce qui se passerait à New-York à la requête de M. Adoula.

J'ai cru devoir attacher de l'importance à ce communiqué en raison de son contenu.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé de Mission, l'assurance de ma haute considération.

LE PRESIDENT DU KATANGA,



ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président

Léopoldville

~~Elisabethville~~, le 12 juin 1962.

B. P. 748

N° 10/208/MJ.

NY
G-271
on 13/6/62

la
New York
char
Raf 13/6

A Monsieur RK. GARDINER
Chargé de la Mission des Nations
Unies
à L E O P O L D V I L L E.

Monsieur le Chargé de Mission,

Vous m'avez remis sous votre référence Kat/109/62 une note ou un communiqué de presse, émanant de vous et daté du 9 juin.

Vous y critiquez un article publié dans le journal "Présence Congolaise" et mentionné par l'Agence A.F.P., selon lequel les Nations-Unies essaieraient d'imposer leur tutelle au Congo.

Je n'ai pas eu l'occasion jusqu'ici de lire cet article. J'ignore sur quels arguments ce journal, soutenu, je crois, par le Gouvernement Central, appuie son opinion. Je ne possède d'ailleurs pas tous les éléments qui seraient nécessaires pour me permettre d'apprécier le bien fondé de cette opinion.

Je sais seulement que l'idée d'une tutelle des Nations-Unies sur le Congo a déjà été émise plusieurs fois dans certains milieux américains et européens, depuis deux ans. Je sais aussi qu'il circule à Léopoldville, à ce sujet, des bruits dont je ne connais pas la portée, mais certaines informations me font penser que ces bruits proviennent de milieux proches de certaines ambassades, parmi les plus importantes.

Pour ma part, j'estime que la Délégation katangaise n'a pas à prendre position à l'égard d'articles de la presse de Léopoldville, qui ne la concernent pas. D'après des informations qui m'ont été données, il se pourrait aussi qu'une campagne d'opinion soit conduite contre l'ONU par certains membres du Gouvernement central et, dit-on, certains dirigeants de l'Armée.

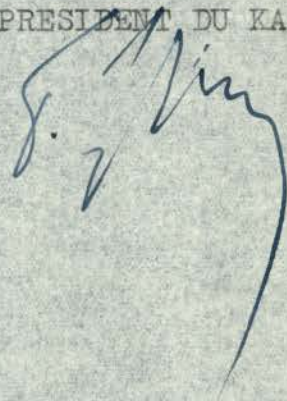
/..

La Délégation katangaise a accepté que les Nations-Unies soient représentées aux entretiens actuels pour y prêter leurs bons offices, en vue de faciliter la négociation entre les deux délégations. Elle a accepté aussi que les commissions à caractère consultatif qui seraient à créer pour l'examen de diverses matières à caractère technique pourraient recourir à l'assistance technique des Nations-Unies, mais elle n'a jamais admis, dans l'état actuel des choses, qu'un mandat à caractère exécutif puisse être donné aux Nations-Unies, directement ou par l'intermédiaire des commissions.

En réalité, Monsieur le Chargé de Mission, vous savez combien j'apprécie les efforts que vous déployez et le dévouement que vous apportez pour nous aider à trouver une solution pacifique à nos problèmes et vous savez aussi combien je vous fais confiance à vous personnellement pour nous aider à réaliser les objectifs si importants que nous voulons atteindre dans l'intérêt des populations de l'ancien Congo belge et de l'Afrique tout entière.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé de Mission, l'assurance de ma haute considération.

LE PRESIDENT DU KATANGA,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'J. Kasili', is written over the typed name 'LE PRESIDENT DU KATANGA'.

COPIE

pl file
Ref 13/6

ETAT DU KATANGA
Cabinet du Président

Léopoldville, le 11 juin 1962

°
N° 10/199/MJ

A Monsieur R.K.A. GARDINER
Chargé de la Mission des Nations-Unies
à L E O P O L D V I L L E.

Monsieur le Chargé de Mission,

J'ai l'honneur de vous faire savoir
que j'ai pris connaissance d'un texte du Radio Monitoring
Service de la BBC du 5 juin 1962 n° 8603.

Je constate une nouvelle fois que la
création d'une commission militaire y est présentée comme
un accord déjà passé. Il y a là, à la suite des communiqués
antérieurement publiés, une véritable tentative d'extorsion,
devant l'opinion publique, d'un consentement qui n'est pas
encore donné, et qui ne pourra l'être qu'après qu'on aura pu
aboutir à un accord d'ensemble ainsi que vous l'avez admis en séance du 2 juin
en déclarant qu'il n'y avait, à l'heure actuelle, aucun accord conclu
et que tout était conditionné au communiqué commun final.

Mais je suis encore plus surpris d'apprendre
que Monsieur le Secrétaire général des Nations-Unies aurait fait
le 5 juin une déclaration analogue. Mais M. U Thant a pourtant dû
être exactement informé par vous de l'état des conversations que nous
tenons.

La déclaration de M. Thant relative au faux
problème de mercenaires et le maintien de l'état de guerre au
Katanga ne permettent pas à la population du Katanga de suivre avec
confiance les négociations qui se déroulent actuellement.

Je ne pouvais imaginer qu'une si haute autorité
internationale veuille forcer un consentement.

Par ailleurs, M. Sture Linner aurait déclaré
à Londres que l'ONU s'efforçait de trouver un accord avec le Gouverne-
ment belge et les industriels belges établis au Katanga pour que ces
derniers cessent de payer leurs droits dans le seul but de réduire
les autorités Katangaises à l'impuissance.

En présence de ces faits, je vous serais très reconnaissant de me dire quelles mesures vous comptez prendre pour redresser la vérité, à laquelle le Représentant des Nations qui prête ses bons offices est, j'en suis certain, tout particulièrement attaché.

Je m'étonne aussi d'apprendre par le même bulletin de la BBC, que M. Adoula a adressé au groupe des Etats Africains du Comité Consultatif pour le Congo une requête demandant que les forces de l'ONU soient prêtes à intervenir au Katanga, au cas où les entretiens en cours n'aboutiraient pas à des résultats positifs.

Ce fait n'est guère révélateur d'une volonté profonde de trouver une solution pacifique à nos problèmes. Dois-je penser qu'une fois de plus, c'est sous la menace que nous discutons?

Enfin, je ne comprends pas qu'il puisse y avoir dans nos entretiens des considérations à caractère prioritaire pour les Nations-Unies. Celles-ci prêtent leurs bons offices dans la recherche d'une solution pacifique discutée entre M. Adoula et moi. Dois-je penser que les Nations-Unies, aux termes de ce communiqué, auraient leurs objectifs propres dans les affaires internes à régler entre le Gouvernement Central et le Gouvernement Katangais.

Je serais heureux d'être éclairé sur les divers points soulevés dans la présente lettre. Je sais que la BBC est un organisme étranger à vos fonctions et à vos responsabilités. Il m'apparaît clairement que ce communiqué est inexact et tendancieux en plusieurs points. Mais il ne m'est pas indifférent, et il ne peut pas non plus sans doute vous être indifférent, de constater que ce communiqué révèle et répand une interprétation fausse et gravement préjudiciable de ce qui se passe ici sous le couvert de votre autorité et de ce qui se passerait à New York à la requête de M. Adoula.

J'ai cru devoir attacher de l'importance à ce communiqué en raison de son contenu.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé de Mission, l'assurance de ma haute considération.

LE PRESIDENT DU KATANGA,
s/s

M. Tshombé

ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président

Léopoldville

~~Elisabethville~~, le 10 juin 1962.

B. P. 748

MESSAGE URGENT.

=====

EV-734

DE : PRESIDENT TSHOMBE

A : MINISTRE KIMBA

Madame VANDERKELEN partie ce matin n'a aucune mission officielle ou officieuse stop celle-ci n'ayant pas rendu compte de sa gestion prière l'exiger retour immédiat pour remise et reprise.

LE PRESIDENT DU KATANGA,



Notre réf.:
KAT/108/62

Léopoldville, le 8 juin 1962

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre 10/207/VIE du 7 juin, et de vous faire savoir que j'ai demandé des précisions au Commandant des forces aériennes, lequel m'a informé que nos avions ont effectué des vols de reconnaissance à haute altitude au-dessus de tout le territoire du Congo, qui comprend le Katanga, conformément à la politique que nous avons adoptée.

Il est nécessaire que nous observions les mouvements de troupes éventuels et, s'il y a lieu, que nous donnions des avertissements ou que nous prenions des mesures pour prévenir des conflits. Si, comme vous le signalez, le vol de reconnaissance au-dessus de Kipushi s'est effectué à basse altitude, il se sera agi d'une erreur. Nous envoyons des instructions de même nature pour que pareil incident ne se reproduise pas.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

R.K.A. Gardiner
Chargé de la Mission
des Nations Unies au Congo

Son Excellence
M. Moïse Tshombé
Président de la Province du Katanga
Léopoldville

RKAG:mm

TRADUCTION

Monsieur le Président,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter reference 10/207/~~MBK~~ VDK of 7th June 1962. I have checked the information with the Air Commander who tells me that we have been carrying out reconnaissance at high altitude all over Katanga, in keeping with our policy.

We have to observe troop movements and, if necessary, warn or take action to prevent clashes. If the flight over Kipushi has been, as you report, at low altitude it must have been by mistake. Instructions are being sent ~~you~~ out this morning to make sure that such an incident does not recur.

Salutations ...

ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président

Léopoldville,
~~Elisabethville~~ le 7 juin 1962
B. P. 748

10/207/VDK.

KAT/108/62
8/6/62

Monsieur RK. GARDINER
Chargé de la Mission des
Nations-Unies au Congo

LEOPOLDVILLE.-

Monsieur le Chargé de Mission,

Nous venons d'apprendre que des avions ONUC survolent à basse altitude à Kipushi provoquant ainsi une réaction parmi la population qui ne comprend plus la raison de manoeuvres de ce genre.

Vous m'obligeriez en donnant des instructions à ce sujet.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé de Mission, l'expression de ma haute considération.

LE PRESIDENT DU KATANGA

M. TSHOMBE.



ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président

Léopoldville,

~~Elisabethville, 18~~

B. P. 748

le 7 juin 1962

10/205/VDK.

PRESIDENT TSHOMBE A MINISTRE KIMBA
via ONUC

1. Sénateurs chef Katanga, chef Kayabale, chef Mwatshisenge, Hamisi Chrisosthome et Tshisola Amédée doivent rentrer immédiatement Léopoldville. *(avant le 11 juin indispensable)*
2. Envoyer urgence 20 cartons Simba, cinq cartons cigarettes et cachet Cabinet.

PRESIDENT.



*5/17/73
8/6/62*

Notre réf.:
KAT/103/62

Léopoldville, le 3 juin 1962

M. Kimba nous prie de vous transmettre le câble suivant:

"J'AI FAIT AUCUNE DECLARATION A LA PENSÉE CE JOUR
ET DECLARATIONS DE PRESSE PAR RADIO BRAZAVILLE SONT
ABSOLUMENT DEBILES DE TOUT FONDAMENT. LES AI APPRISES
APRES QU'ELLES AIENT ETE DITES A 18.15. TOUTES MES
DECLARATIONS VOUS SONT D'AILLEURS TOUJOURS ENVOYES.
HAUTE CONSIDERATION. MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
KIMBA."



BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC, LEOPOLDVILLE

pl held
Kuf 8/6

Léopoldville, le 6 juin 1962

Notre réf : Kat/107/62

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le représentant de l'ONUC à la base de Kamina a reçu hier une demande du Grand Chef Kasiembo Niembo tendant à accepter sur la base trente personnes d'origine Baluba-Kasai, y compris des femmes et des enfants, qui semble-t-il, sont venus de Jadotville et environs et ont exprimé le désir d'être transportées vers leur région d'origine.

Pour des raisons d'ordre humanitaire les trente personnes en question ont été admises sur la base, malgré le fait qu'elles ne faisaient pas partie du camp des réfugiés à Elisabethville.

Ainsi que vous le savez, l'ONUC a pris les mesures nécessaires tendant à la dissolution du camp des réfugiés à Elisabethville et depuis plusieurs semaines un flux continu de réfugiés a été transporté par voie ferrée et aérienne.

L'ONUC a également accepté d'assurer le transport de quelque six cents prisonniers politiques récemment libérés des prisons katangaises, tenant compte de leur statut spécial semblable à celui des réfugiés se trouvant au camp des réfugiés à Elisabethville.

L'ONUC ne saurait, cependant, s'engager à accueillir ou à transporter des personnes autres que celles mentionnées au paragraphe ci-dessus et a donné des instructions pour que personne ne soit admis dans le camp des réfugiés ou sur la base de Kamina afin d'être transporté vers d'autres destinations.

Monsieur le Ministre KIMBA
ELISABETHVILLE

.../..

Je voudrais vous prier d'informer toutes les autorités
katangaises compétentes afin d'éviter que des cas analogues à ceux
mentionnés ci-dessus ne se produisent à l'avenir .

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance
de ma haute considération.

R.K. GARDINER
Chargé de la Mission
des Nations Unies
au Congo

cc : Monsieur le Président TSHOMBE /
Royal
Léopoldville

ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président

Léopoldville,

Elisabethville, le 4 juin 1962

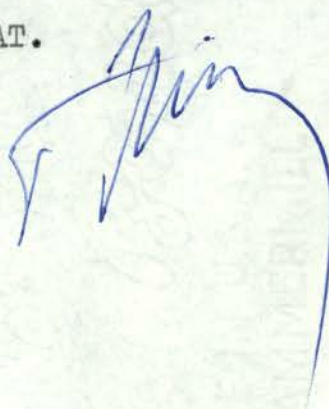
B. P. 748

10/189/VDK.

EV-718
4/6/62

Message du Président Tshombe au Ministre Kimba
via ONUC

Nous vous communiquons copie d'une note nous remise par
les Nations Unies et vous prions de l'examiner et de donner
suite stop PRESIKAT.



P.J. 1.

ORGANISATION DES NATIONS
AU CONGO

UNIES



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC, LEOPOLDVILLE

EV-718
4/6/62

Le 1er juin 1962

Notre réf: KAT/104/62

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer que les forces de l'ONUC qui se trouvent à Manono ont reçu une demande spéciale émanant de la Géomines et tendant à assurer la sécurité de la centrale hydro-électrique de Piena, vitale pour la Géomines. Conformément aux dispositions prises actuellement, Piena se trouve dans le périmètre des patrouilles de notre contingent de Manono.

En réponse à l'appel qui nous a été adressé par la Géomines et afin d'éviter toute action militaire dans cette région, je voudrais demander maintenant que les forces du Gouvernement central et celles du Gouvernement provincial du Katanga ne soient pas autorisées à pénétrer dans Piena et dans ses environs immédiats. J'ai le ferme espoir que cette demande, visant à assurer le maintien de la paix et à promouvoir le relèvement économique, recevra tout votre appui.

Vn
8 Jun
Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

R.K. Gardiner
Chargé de la Mission
des Nations Unies au Congo

Monsieur Moïse Tehombé,
Président du Katanga
LEOPOLDVILLE

ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président

Léopoldville,

~~Elisabethville~~, le 4 juin 1962

B. P. 748

EV-718
4/6/62

10/188/VDK.

Message du Président Tshombe au Ministre Kimba
via ONUC

Vous transmettons copie message M. Gardiner concernant
prisonniers politiques . Voulez-vous ne faire rapport
et donner vos avis stop PRESIKAT.



P.J. 1.

Léopoldville, le 6 juin 1962

Notre réf : Kat/107/62

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le représentant de l'ONUC à la base de Kamina a reçu hier une demande du Grand Chef Kasienbo Nienbo tendant à ne opter sur la base trente personnes d'origine Baluba-Kasai, y compris des femmes et des enfants, qui semble-t-il, sont venus de Jadotville et environs et ont exprimé le désir d'être transportées vers leur région d'origine.

Pour des raisons d'ordre humanitaire les trente personnes en question ont été admises sur la base, malgré le fait qu'elles ne faisaient pas partie du camp des réfugiés à Elisabethville.

Ainsi que vous le savez, l'ONUC a pris les mesures nécessaires tendant à la dissolution du camp des réfugiés à Elisabethville et depuis plusieurs semaines un flux continu de réfugiés a été transporté par voie ferrée et aérienne.

L'ONUC a également accepté d'assurer le transport de quelque six cents prisonniers politiques récemment libérés des prisons katangaises, tenant compte de leur statut spécial semblable à celui des réfugiés se trouvant au camp des réfugiés à Elisabethville.

L'ONUC ne saurait, cependant, s'engager à accueillir ou à transporter des personnes autres que celles mentionnées au paragraphe ci-dessus et a donné des instructions pour que personne ne soit admis dans le camp des réfugiés ou sur la base de Kamina afin d'être transporté vers d'autres destinations.

Monsieur le Ministre KIMBA
ELISABETHVILLE

.../..

Je voudrais vous prier d'informer toutes les autorités
katangaises compétentes afin d'éviter que des cas analogues à ceux
mentionnés ci-dessus ne se produisent à l'avenir .

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance
de ma haute considération.

R.K. GARDINER
Chargé de la Mission
des Nations Unies
au Congo

cc : Monsieur le Président TSHOMBE
Roya
Léopoldville

KAT/106/62

Kat bit
Léopoldville, le 5 juin 1962

Télégramme transmis par l'intermédiaire de notre Représentant
à Elisabethville:

"PRESIKAT Q Q ONU LEOPOLVILLE

RYT M'EXCUSE DERANGEMENT CAUSE MINISTRE MALGRE VOTRE
DECISION ET CELLE RA MINAF S'OPPOSE CONTRE PROCLAMATION
MINISTRE VOUDRAIT FAIRE NOUVELLE ENQUETE CE SUJET
MALGRE DOSSIER ETABLI PAR CDD ET VOTRE CONFIRMATION
PRIERE RECONFIRMER MINISTRE VOTRE DECISION HAUTES CONSIDERA-
TIONS FULLSTOP DEPUTE NATIONAL MUTAMBI RIBY"

Monsieur le Président TSHOMBE
"Royal"

ACTION COPY

TO

% S R 26.

File No.

☐

Action Complete!

Initials

Return to Registry Section

RECEIVED
O.N.I.C.

1962 JUN 5

15 10 1

KAT/106/62.

onuc leod

bcr leo 93

bl133 elisabethville 50/49 5 1505

lt

presikat q g onu leopoldville

rvt m excuse derangement cause mininter malgre votre decision
et celle ma minaf s oppose contre proclamation mininter
voudrait faire nouvelle enquete ce sujet malgre dossier etabli
par cdd et votre confirmation priere reconfirmer mininter votre
decision hautes considerations fullstop
depute national mutanti remy+

Léopoldville, le 4 juin 1962
XXXXXXXXXXXX

10/194/VDK.

A Monsieur Cyrille ADOULA
Premier Ministre de la République
du Congo

LEOPOLDVILLE.-

Monsieur le Premier Ministre,

Je ne puis sincèrement vous cacher mon étonnement d'avoir constaté que votre N° 2794/CAB/P.M./ n'ai pu complètement répondre aux termes de la lettre que je vous ai adressée ce lundi 4 juin 1962, d'autant plus que vous n'avez jamais daigné exprimer vos regrets au sujet de tous les incidents malheureux qui ne font que se reproduire et dont au contraire vous cherchez à couvrir les auteurs.

Satisfaction m'a cependant été donnée pendant l'entretien téléphonique que j'ai eu avec vous ce matin et au cours duquel vous m'avez assuré que les menaces d'arrestation proférées par M. Sendwe à l'endroit de ma personne, en présence de M. le Chargé de Mission des Nations-Unies au Congo, n'engageaient que M. Sendwe lui-même. Je vous saurais gré de vouloir bien me confirmer cette affirmation par écrit.

Dans l'intérêt de toutes les populations du Congo, je suis disposé à reprendre les conversations dans l'esprit que j'ai toujours voulu constructif, mais il importe, si vous avez réellement la détermination de régler le conflit congolais d'une façon définitive, que vous preniez, dès réception de la présente, des mesures propres à l'incident de samedi qui risque d'entraver la bonne marche de nos conversations et ainsi nous empêcher d'aboutir au résultat que toutes les âmes du Congo attendent de nous.

Je profite de cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de ma haute considération.

LE PRESIDENT DU KATANGA

M. TSHOMBE.



Léopoldville, (acp). -communiqué de la délégation katangaise.


La délégation katangaise a le grand regret de porter à la connaissance du public qu'un incident déplorable s'est produit au cours des entretiens Tshombe-Adoula du 2 juin 1962. En effet, M; Sendwe non seulement s'est contenté de proférer des menaces d'arrestation à l'endroit de la personne de Monsieur le président Tshombe mais il est allé jusqu'à faire des tentatives d'appel aux gendarmes du corps de la garde du Premier Ministre Adoula, aux fins d'opérer ladite arrestation.

Comme des pareils incidents provoqués par M. Sendwe ne font que se répéter s'ajoutant ainsi aux différents incidents connus et aux mesures prises dernièrement par le gouvernement central empêchant le président Tshombe ainsi que sa suite de prendre contact avec l'extérieur sans que les mesures radicales mettant terme à son attitude nuisible ne soient prises, la délégation katangaise se voit obligée de douter de la bonne foi du Gouvernement Central pour aboutir à une solution pacifique au différend Congo-Katanga pour la délégation katangaise.

Henri N'Dala Kambola.

EU-718
4/6/62

Sur les 400 prisonniers politiques récemment libérés des prisons katangaises, environ 225 ont des familles, la plupart d'entre elles à Kipushi, qui devront être transportées. La Croix Rouge à Elisabethville est disposée à assurer le transport de ces familles si les autorités katangaises sont d'accord. Il serait utile que vous veuillez bien transmettre des instructions à Monsieur Kimba afin qu'il informe Monsieur Tietard que les autorités katangaises sont d'accord pour que la Croix Rouge assure le transport de ces familles.



ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président

Léopoldville,
~~Elisabethville, 18~~ le 4 juin 1962
B. P. 748

10/184/VDK.

To S'ville
Ev. 717
4/6/62

MESSAGE DU PRESIDENT TSHOMBE AU MINISTRE KIMBA
via ONUC

Je vous transmets copie de la lettre que nous venons d'adresser à M. le Premier Ministre Cyrille Adoula lui demandant de nous préciser sa position et les mesures qu'il envisage de prendre pour empêcher la répétition des incidents de N'Djili, des mesures prises contre nous pour nous priver de la liberté et des incidents provoqués régulièrement par M. Sendwe, surtout celui du samedi 2 juin. PRESIKAT.



Léopoldville, le 4 juin 1962
XXXXXXXXXX

To S'ville

EV-717

4/6/62

10/182/VBK.

A Monsieur Cyrille ADOULA
Premier Ministre de la République
du Congo

LEOPOLDVILLE.--

Monsieur le Premier Ministre,

Voici plus de quinze jours que notre liberté de mouvement reste soumise à des restrictions intolérables.

Je suis revenu à Léopoldville, malgré les graves incidents du mois d'avril, pour chercher, malgré tout, avec vous, Monsieur le Premier Ministre, la solution de nos problèmes.

L'incident qui s'est produit à la séance de samedi 2 juin après-midi, en présence des représentants des Nations-Unies, est révélateur d'un climat menaçant et grave pour la poursuite de nos entretiens. Vous avez, au dernier moment, empêché qu'il ne soit donné suite à cette menace d'arrestation.

Je vous en sais gré. Mais je ne puis ignorer que, dans certains milieux, des projets sont préparés pour nous arrêter à un moment donné, si votre Gouvernement le jugeait bon.

Je veux encore croire que vous désirez que nous aboutissions réellement à un accord pacifique dans l'intérêt des populations congolaises mais je souhaiterais, cependant, être fixé par le Gouvernement, avant la poursuite des négociations, sur la teneur de tous ces faits et mesures prises en conséquence, afin d'empêcher la répétition.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de ma haute considération.

LE PRESIDENT DU KATANGA

M. TSHUMBA



ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président

Léopoldville,

~~Elisabethville~~ le 4 juin 1962

B. P. 748

RK
x/6

10/190/VDK.

A Monsieur RK. GARDINER
Chargé de la Mission des
Nations-Unies

LEOPOLDVILLE. -

Monsieur le Chargé de Mission,

Suite à votre lettre KAT/104/62 du 1er crt.
je transmets ce jour un message à M. le Ministre Kimba
lui demandant de nous faire un rapport et de nous communiquer
ses avis.

Etant donné que nous ne sommes plus en mesure
de suivre les premiers mouvements des troupes au Katanga,
nous vous tiendrons au courant de notre décision dès que
nous aurons reçu réponse de M. Kimba.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé de
Mission, l'expression de ma haute considération.

LE PRESIDENT DU KATANGA

M. TSHOMBE.

Léopoldville, le 4 juin 1962
XXXXXXXXXXXX

10/182/VDR.

NOTE
TRANSMITTED TO
New York on
4/6/62
Don

A Monsieur Cyrille ADOULA
Premier Ministre de la République
du Congo

LEOPOLDVILLE.-

Monsieur le Premier Ministre,

Voici plus de quinze jours que notre liberté de mouvement reste soumise à des restrictions intolérables.

Je suis revenu à Léopoldville, malgré les graves incidents du mois d'avril, pour chercher, malgré tout, avec vous, Monsieur le Premier Ministre, la solution de nos problèmes.

L'incident qui s'est produit à la séance de samedi 2 juin après-midi, en présence des représentants des Nations-Unies, est révélateur d'un climat menaçant et grave pour la poursuite de nos entretiens. Vous avez, au dernier moment, empêché qu'il ne soit donné suite à cette menace d'arrestation.

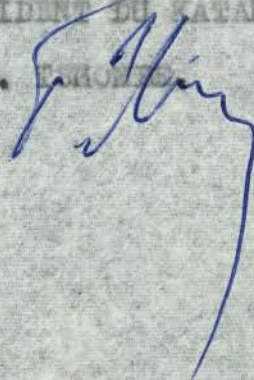
Je vous en sais gré. Mais je ne puis ignorer que, dans certains milieux, des projets sont préparés pour nous arrêter à un moment donné, si votre Gouvernement le jugeait bon.

Je veux encore croire que vous désirez que nous aboutissions réellement à un accord pacifique dans l'intérêt des populations congolaises mais je souhaiterais, cependant, être fixé par le Gouvernement, avant la poursuite des négociations, sur la teneur de tous ces faits et mesures prises en conséquence, afin d'empêcher la répétition.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de ma haute considération.

LE PRESIDENT DU KATANGA

M. FROST



ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président

Léopoldville,

~~Elisabethville, le~~

le 1er juin 1962

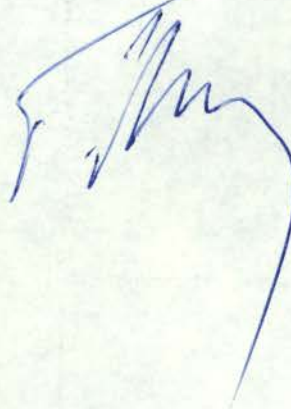
B. P. 748

ce V-700
1/6/62

10/179/VDK.

Message urgent pour M. MUTANTI Remy, Député National
ELISABETHVILLE.

En réponse à votre télégramme, ai donné instructions
au Ministre Kimba stop PRESIKAT.



ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président

Léopoldville,
~~Elisabethville~~ le 1er juin 1962
B. P. 748

10/178/VD.

EV-700
1/6/62

MESSAGE URGENT POUR MINISTRE KIMBA

Ai reçu ce jour télégramme adressé par député national
MUTANTI Remy stop Avant mon départ d'Eville la question fut
réglée afin d'investir officiellement M. Mutanti. stop
Prière de demander à M. Munongo de favoriser et d'acter
la réalisation de cette investiture stop PRESIKAT.



UNITED NATIONS — NATIONS UNIES

INDICATE
PRIORITY

S V C Service	FFFFF Routine	SSSSS Priority	<input checked="" type="checkbox"/> PRIORITY NATIONS
------------------	------------------	-------------------	---

Priorité Nations traffic
is strictly limited.

OUTGOING CLEAR CABLE

N R

Address(es)

ONUC, EVILLE

(TEXT & SIGNATURE)

insert prefix & / or number as required

USE DOUBLE SPACING.

EV700

CHALEB from GARDINER

TSHOMBE REQUESTS YOU TRANSMIT FOLLOWING URGENT MESSAGES:

1. QUOTE 10/178/VD. MESSAGE URGENT POUR MINISTRE KIMBA.

AI RECU CE JOUR TELEGRAMME ADRESSE PAR DEPUTE NATIONAL MUTANTI REMY
STOP AVANT MON DEPART D'EVILLE LA QUESTION FUT REGLEE AFIN D'INVESTIR
OFFICIELLEMENT M. MUTANTI STOP PRIERE DE DEMANDER A M. MUNONGO
DE FAVORISER ET D'ACTER LA REALISATION DE CETTE INVESTITURE. PRESIKAT.
UNQUOTE.

2. QUOTE 10/179/VDK. MESSAGE URGENT POUR M. MUTANTI REMY, DEPUTE
NATIONAL ELISABETHVILLE. EN REPONSE A VOTRE TELEGRAMME, AI DONNE
INSTRUCTIONS AU MINISTRE KIMBA STOP PRESIKAT. UNQUOTE

T. O. R.

T. O. D.

BY :

Drafted by : Pres. Tshombé

Authorized : R.K. Gardiner

Date : 1 June 1962.